

Quand on regarde les statistiques du recensement de 2011 on comprend tout de suite pourquoi il a fallu attendre si longtemps pour connaître les résultats. D'un point de vue social ils sont catastrophiques. Faisant l'effet d'une douche froide il n'est nullement surprenant qu'aucun débat sérieux n'a été entamé à leur sujet.

Personne ne sait quoi dire, alors on préfère se taire. Cela rime à merveille avec l'attitude hongroise dominante ; à savoir : refuser de regarder la réalité en face. On vit dans l'illusion : ce dont on ne parle pas, n'existe pas. Car que disent les chiffres ? La population de Hongrie diminue et vieillit (que même l'immigration n'est plus en mesure de compenser), des micro-régions se dépeuplent (et s'appauvrissent à vue d'œil), le nombre de ceux qui vivent maritalement chute (seulement 44,4%), tandis que celui des divorcés ne cesse d'augmenter (607 000 en 1990, 758 000 en 2001, 980 000 en 2011).

Nous assistons également à un phénomène de dissimulation. Cela signifie à la fois l'accroissement significatif de ceux qui se déclarent appartenir à une minorité nationale (surtout rom et allemande), et de ceux qui ne souhaitent pas répondre à la question se référant à l'appartenance nationale et à la langue maternelle. Le nombre de ces derniers est passé de 541 106 (2001) à 1 443 840 (2011). Fait intéressant dans le recensement : le nombre de ceux qui se déclarent ethniquement hongrois a diminué de 9,4 millions (2001) à 8,3 millions (2011).

Une nation politique ou ethnoculturelle ?

Il est tout à fait évident que la société hongroise est en décomposition et en pleine crise identitaire ; donc particulièrement réceptive à des slogans nationalo-populistes. La nationalité hongroise offerte quasiment sur un plateau pour tous ceux qui peuvent se prévaloir d'une ascendance jusqu'à l'époque de l'Empire austro-hongrois, ainsi que sa mise en vente pour 250 000 euro ne fera qu'aggraver cette situation.

D'autant plus que cela est en flagrante contradiction avec la rhétorique de la droite nationaliste (une idéologie *völkisch*) qui définit la nation comme une communauté ethnique de sang. Cela n'est nullement surprenant. Dès le XIXe siècle les soi-disant « élites » hongroises n'ont jamais pu choisir réellement entre les modèles de la nation politique (plutôt française) et de la nation ethnoculturelle (plutôt allemande). Elles ont toujours voulu les deux en même temps. Doit-on s'étonner que la « nation hongroise » ait fini par être malade mentalement ?

[La Hongrie, entre Orient et Occident](#)

C'est donc dans ce contexte social que s'inscrit le discours populiste et nationaliste du premier ministre Orbán. Comme il doit composer avec la droite radicale (Jobbik) – qui aura bientôt un certificat légal, délivré par un juge, certifiant qu'elle n'a strictement rien à voir avec le fascisme ou le nazisme – Orbán joue sur les cordes sentimentales d'une population déboussolée, socialisée dans

la servitude et le respect de l'autorité. Pour ces gens, il est très rassurant d'avoir un Guide sûr de lui, qui les dirige et pense à leur place.

Il ne faut pas se leurrer. Orbán est le reflet d'une bonne partie de la société hongroise. Des centaines de milliers de personnes se reconnaissent en lui. C'est pourquoi ils ne trouvent rien à dire quand le Guide tente de façonner la société toute entière à son image et à sa ressemblance ; de même qu'il s'emploie à conserver le pouvoir à tout jamais, c'est-à-dire jusqu'à la fin de sa vie. Car, pour Orbán il n'y a pratiquement plus de point de retour. Pensons sérieusement. Que pourrait-il faire à 50 ans, s'il perd le pouvoir ?

Le premier ministre hongrois raisonne dans un registre de politique absolutiste (et balcano-oriental) qu'une bonne partie du Parti Populaire Européen – par manque de savoir et de capacités intellectuelles suffisantes – n'est même pas en mesure de comprendre. Ils sont comme les députés catholiques allemands qui, le 23 mars 1933, ont voté les pleins pouvoirs dictatoriaux pour Adolf Hitler, tandis qu'on transportait déjà les opposants par centaines dans le camp de concentration d'Oranienburg, près de Berlin.

La carotte et le bâton pour les Églises

Dans la stratégie de domination sociopolitique du premier ministre Orbán, les Églises instrumentalisées (surtout catholique et réformée) occupent une place de prédilection. Il les tient par l'arme de la carotte (privilèges et soutien financier massif) et du bâton (chantage avec le passé et le rôle joué par bon nombre de responsables ecclésiastiques à l'époque communiste, étouffement des scandales moraux et/ou financiers).

L'introduction obligatoire de la catéchèse (enseignement de la foi et de la morale religieuse) dans le programme scolaire fait partie de cette stratégie de domination. La décision prise fut un acte éminemment politique. Le péché originel des Églises, placées devant le fait accompli, est qu'elles ont accepté sans broncher le rôle qui leur a été assigné. Il s'agit essentiellement d'un travail de lavage de cerveaux social : éduquer les enfants à l'obéissance inconditionnelle et au respect absolu de l'autorité, ainsi qu'à l'accomplissement prompt des ordres et des instructions. La tâche primordiale de la catéchèse sera de socialiser les enfants à ne pas réfléchir et surtout à ne pas poser des questions.

Le problème, que le recensement montre d'une manière brutale, est que le régime nationalo-chrétien du premier ministre Orbán doit composer avec une société hongroise en pleine déchristianisation. Les chiffres sont tellement choquants que les églises assommées n'en reviennent pas. Ainsi le nombre de ceux qui se sont déclarés catholiques est passé de 5 558 961 (2001) à 3 871 881 (2011), celui des réformés de 1 622 796 (2001) à 1 153 442 (2011) et celui des évangéliques (luthériens) de 304 705 à 214 965 (2011). Parallèlement à cela, le nombre des sans-confessions a légèrement augmenté, passant de 1 483 369 (2001) à 1 659 023 (2011) et une nouvelle catégorie est apparue, celle des athées déclarés. Ils sont 147 386, dépassant ainsi largement le nombre des fidèles que peuvent aligner la plupart des églises officiellement reconnues par le gouvernement.

Pour que le camouflet infligé à la fois aux églises et au régime soit total, il faut aussi avoir en vue que 2 699 025 de personnes ont refusé de répondre à la question qui concernait l'appartenance confessionnelle. Leur nombre n'était que 1 104 333 en 2001. Cela signifie qu'actuellement 45,4% (27,2% n'ont pas répondu, 16,7% sont sans-confession et 1,5% sont athées) de la population hongroise s'est distanciée des institutions religieuses.

Il est donc tout à fait évident que sans l'argent public, offert pratiquement sans compter aux églises – tandis que partout ailleurs (prestations sociales, enseignement supérieur, santé) on effectue des coupes budgétaires drastiques –, ces dernières s'écrouleraient.

Orbán conçoit la religion comme un instrument politique

De toute évidence, la réalité sociale qui se manifeste par le recensement n'incite nullement les Églises à s'interroger. Elle est en revanche particulièrement utile pour le premier ministre Orbán qui conçoit la religion comme un instrument politique, une idéologie au service de son pouvoir. Il peut désormais se positionner encore plus en défenseur d'un Christianisme sur la défensive et en perte de terrain. En ambitionnant de « (re)fonder » une nation hongroise « chrétienne » – par la force et la coercition s'il le faut – il resserre progressivement les liens entre l'Église et l'État (qu'il tend à confondre de plus en plus avec lui-même). On assiste donc à l'émergence d'un système politico-ecclésiastique de type byzantin en Hongrie.

Vouloir replacer les Églises chrétiennes – dont les manques de moyens humains et l'attardement dans le domaine de la production du savoir théologico-religieux sont flagrants – au centre d'une société en crise, semi-païenne, matérialiste et individualiste peut sembler une excellente chose au sommet du pouvoir, complètement déconnecté de la réalité. A la base cependant, cette volonté se présente tout différemment. Elle engendrera des conflits multiples, accélérant et accentuant encore la décomposition de la société. Cela est exactement le contraire du résultat espéré: l'unification et l'homogénéisation de la « nation » hongroise autour de son Guide Suprême.

Ne soyons donc pas surpris si l'athéisme progressera, l'anticléricalisme et l'anti-christianisme apparaîtront et vont se radicaliser; et quand ce système s'effondrera les Églises payeront une très lourde facture. Dommage qu'aveuglées et enivrées par l'argent et le pouvoir – somme toute éphémères – elles ne voient rien venir. C'est pourquoi le réveil sera brutal et douloureux. Elles auront une terrible gueule de bois !

**Le professeur Attila Jakab est diplômé de la Faculté de théologie catholique de Strasbourg, il a collaboré avec le Centre international d'études géopolitiques de Genève et vit actuellement à Budapest où il est chercheur à la Fondation publique de recherche comparative sur les minorités en Europe. Dans ce cadre, son champ de recherches est le rôle des églises et des communautés religieuses dans une perspective géopolitique.*